

Pourquoi les enseignants descendent dans la rue contre la réforme du collège

Je suis partisan d'une école de la réussite pour tous qui rompe avec les inégalités qui sont la plaie de notre système éducatif et je pense que cela implique de faire évoluer profondément celui-ci, pas seulement sur un segment, mais de la maternelle au lycée. Je récuse les solutions simplistes qui prônent le retour à un âge d'or qui n'a jamais existé et vantent le principe d'une prétendue méritocratie qui en réalité ne fait que conforter les inégalités liées à l'origine sociale.

Pourtant, je considère que le projet de réforme actuel des collèges n'est pas le bon et plutôt que de discourir comme si les enseignants qui s'y opposent avaient besoin qu'on leur fasse la leçon, il faudrait au contraire se demander pourquoi des personnels, qui très souvent s'investissent, prennent des initiatives, se réclament de valeurs de justice, descendent dans la rue contre ce projet.

Problèmes occultés

Cette réforme a comme premier défaut de se présenter comme « La Réforme », celle qui va enfin régler le problème après de multiples autres dont on n'a jamais évalué les conséquences : il faudrait plutôt se demander comment développer les pratiques pédagogiques qui contribuent à faire réussir les élèves les plus en difficulté, comment soutenir, évaluer et faire connaître les initiatives multiples qui fleurissent.

Je pense ensuite que cette réforme, parce qu'elle occulte une partie des problèmes, risque de devenir un enfer pavé de bonnes intentions : elle néglige par exemple la nécessité d'une vraie politique de mixité sociale¹ – à peine esquissée pour cette rentrée – et occulte les effets de la concurrence entre établissements et entre personnels qui s'est développée ces dernières années et qui constitue une des sources majeures des inégalités et des ségrégations.

Il y a un risque réel d'accentuer les stratégies concurrentielles des familles et des collèges

Dans ce contexte, en mettant ainsi une partie des horaires à la disposition des établissements, il y a un risque réel d'accentuer les stratégies concurrentielles des familles et des collèges et d'aggraver la situation.

Je pense enfin que cette réforme ignore encore une fois les conditions, le contenu et les valeurs du travail des personnels qui vont la mettre en œuvre ; elle risque de charger un peu plus une barque déjà lourde, leur donnant le sentiment de nier leur

professionnalisme, de vouloir les encadrer de façon tatillonne et de les contraindre à faire du mauvais travail.

Sentiment d'agression

Comment ne pas comprendre que les enseignants de certaines disciplines fragilisées par des années de pénurie, qui se « décarcassent » pour les faire vivre malgré tout, se sentent agressés par ce qui leur paraît – et qui est – un risque de fragilisation supplémentaire ? Comment occulter que l'interdisciplinarité est une pratique exigeante qui nécessite encore plus de travail invisible et d'engagement et que l'articulation entre disciplines et pratiques interdisciplinaires implique une gestion fine, une capacité de réflexion et de débat qui ne peuvent exister sans du temps et de la formation ?

Dès lors que des réformes apportent une plus-value à la qualité de leur travail, les enseignants s'y engagent

J'ai retrouvé récemment une étude publiée en 2005² par un universitaire, exerçant alors à Louvain, Christian Maroy. Il s'interrogeait dans sa conclusion sur les raisons de la résistance que la plupart des réformes suscitaient parmi les enseignants dans la majorité des pays d'Europe. Voici sa réponse : « *Les "réformes" soulèvent au minimum le doute voire l'opposition parce ce qu'elles pourraient renforcer dans certains pays une perte d'autonomie dans les pratiques professionnelles individuelles, un cadrage organisationnel et managérial de leur agir par les chefs d'établissement, voire, plus largement, un alourdissement et une complexification de leurs tâches et charges de travail par des charges gestionnaires supplémentaires.* » En revanche, dès lors que des réformes leur apparaissent comme susceptibles d'apporter une plus-value à la qualité de leur travail et à ce qui fait le cœur de leur métier, ils s'y engagent. Je trouve que cette analyse est toujours d'actualité.

Si l'on prenait au sérieux l'idée que personne n'a plaisir à faire un mauvais travail et si l'on s'interrogeait pour savoir comment faire jouer ce ressort, on ferait sans doute un grand pas. Pour cela, il existe un instrument : il s'appelle le dialogue social.

Gérard Aschieri est président de l'Institut de recherches de la FSU.

-
- 1. Voir là-dessus le livre de Choukri Ben Ayed « La mixité sociale à l'école », paru début avril chez Armand Colin.
 - 2. « Les évolutions du travail enseignant en Europe. Facteurs de changement, incidences et résistances » : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00603481>

GÉRARD ASCHIERI

Dans « alteréco+ »